

INFOS LUTTES

CGT Finances Publiques



INFO LUTTES DECEMBRE 2016

Après la grève nationale du 15 novembre, la mobilisation se poursuit sur le terrain autour des Comités Techniques Locaux où sont présentées les suppressions d'emplois et en direction des usagers. Rassemblements, envahissements, interpellations des directeurs locaux et conférences de presse : la mobilisation s'inscrit dans la durée pour l'arrêt des suppressions d'emplois, des restructurations, la défense de nos missions, de nos droits et nos conditions de travail.

59 – Nord

Mardi 13 décembre, l'ensemble des organisations syndicales représentatives appelait à une nouvelle journée d'action à la DRFIP Nord. **Dans la continuité de la mobilisation débutée le 10 octobre dernier, une série d'initiatives étaient prévues : horaires minimums, rassemblement devant la Direction...**

Ce jour, était également prévu un Comité Technique Local. **L'assemblée générale extraordinaire du 2 décembre avait prévu d'en faire un moment fort pour porter les revendications concrètes des collègues portées sur les cahiers revendicatifs.**

Plusieurs collègues nommés experts avaient été prévus pour intervenir en CTL. Mais, chose inédite, la direction a purement et simplement refusé qu'ils soient présents. Une nouvelle preuve du monologue social à la DRFIP NORD ! Devant ce nouveau coup de force de la Direction et après la lecture d'une déclaration commune, l'ensemble des élus a refusé de siéger.

Non seulement, la Direction ne répond pas aux revendications des collègues, mais elle ne veut même pas en discuter. Les seules réponses sont, à ce stade, de pures provocations :

- 74 nouvelles suppressions d'emplois pour 2017 ;
- un édito du Directeur sur Ulysse Nord trompeur ;
- Réduction des droits et garanties des collègues avec la fusion des RAN annoncée.

L'intersyndicale appelle donc à la poursuite de la mobilisation, et notamment la signature massive des deux pétitions en cours.

D'ores et déjà, l'ensemble des élus a décidé de demander la convocation d'un CHS-CT exceptionnel, ainsi que l'inscription à l'ordre du jour d'un Comité Technique Local, du sujet des cahiers revendicatifs.

75 - Paris

Alors que les agents devaient venir déposer leurs pétitions contre les suppressions d'emplois, les restructurations et le recul des règles de gestion, à l'occasion du Comité de direction du mercredi 14 décembre, M. Parini, directeur de la DRFIP75 a décidé d'annuler, la veille, cette réunion avec les chefs de service « à cause de problèmes de sécurité » ! Les organisations syndicales ont donc appelé à venir déposer les pétitions lors d'une réunion convoquée par M. Parini sur les restructurations à l'amphithéâtre de Réaumur le jeudi 15 décembre. Mais à nouveau, le directeur annule la veille à 16h00 cette réunion !

Qu'à cela ne tienne, 150 agents, représentant quasiment tous les types de services, se sont tout de même réunis, avec leurs organisations syndicales le jeudi 15 décembre à 14h00, dans le hall de la direction, rue Réaumur.

Nombre de collègues sont intervenus, Brigades de vérifications, PCE, CDIF, Sphère patrimoniale, SIP, SIE, SPL, équipes d'accueil, etc... pour faire un constat unanime : la direction méprise les agents !

Les agents ont indiqué que les restructurations sont menées de façon brutale sur Paris, sans respect du dialogue social, sans information à la hauteur pour les collègues concernés, avec des conséquences inacceptables en matière de conditions d'installation, d'exercice des missions (notamment au regard des enjeux fiscaux importants sur Paris), de qualité de service public rendu à l'utilisateur, comme en matière de vie privée (des délais de trajets rallongés jusqu'à 2 heures par jour).

Tous les agents ont affirmé : « Non au démantèlement de notre réseau, de nos missions », « Non à la dégradation de nos conditions de travail ». « Laissez nous travailler !

INFOS LUTTES

CGT Finances Publiques



Arrêtez les restructurations et les suppressions d'emplois ! », « Vous êtes en train de mettre le feu dans les services ! » furent des exemples forts d'interventions

N'apportant aucune réponse concrète sur l'exigence d'arrêt des restructurations, la direction s'est contentée de noyer systématiquement le poisson.

Les agents, avec leurs organisations syndicales Solidaires, CGT et FO, ont donc repris leur réunion, sans la présence de la direction, pour tracer les suites nécessaires à la construction du rapport de force, pour que la direction entende enfin les revendications des agents.

Mais, aux dernières nouvelles, suite aux pétitions et grâce aux interventions des agents soutenus par les organisations syndicales, la direction maintiendrait les agents concernés par la généralisation des PCRPs, sur leur site. Ce premier succès est à mettre à l'acquis de la détermination des collègues !

Toutefois, rien n'est réglé sur le fond. C'est pourquoi, les sections CGT, Solidaires et FO donnent rendez-vous aux collègues de Paris en janvier pour discuter et décider ensemble des futures actions à mener.

46 - Lot

Autour d'un barbecue, **plus d'un tiers des 270 agents de la direction des finances publiques du Lot était mobilisé** le 13 décembre à Cahors, à l'appel de l'intersyndicale CGT, FO et Solidaires. Cette mobilisation départementale visait à dénoncer la suppression de douze postes annoncée pour 2017. Une décision examinée l'après-midi même au CTL emploi.

Les élus CGT, FO et Solidaires au CTL, après avoir lu une déclaration liminaire commune, ont tenté pendant près de 3 heures d'argumenter pour faire sortir la directrice de sa posture de déni des difficultés des services. Ils n'ont pu que constater que la Direction ne pouvait (ou ne voulait) pas communiquer de données chiffrées pouvant justifier ces disparitions. En l'absence de communication, ils ont donc quitté la salle.

La mobilisation a été couverte par le *quotidien La Dépêche*.

44 – Loire-Atlantique



Le 15 décembre était convoqué un CTL DRFIP 44. A l'ordre du jour devaient notamment être actées les nouvelles suppressions d'emplois effectives au premier janvier 2017.

En amont de ce CTL, les camarades de la CGT avaient fait circuler une motion à contresigner dans les services pour « l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois » et « les moyens nécessaires à l'accomplissement de la totalité de nos missions de service public et à l'amélioration de nos conditions de travail ».

Ces motions ont été signées par 569 collègues de 44 services différents des Finances Publiques de Loire Atlantique en 48h chrono. Faute de temps, de nombreux agents n'ont pas pu la signer.

Après un pré rassemblement dans la cour de Cambronne à l'appel de l'intersyndicale locale, **c'est plus de 90 collègues qui se sont retrouvés devant la direction quai de Versailles à Nantes.**

Les agents ont alors **envahi la salle du CTL** et après une attente assez longue, la directrice, accompagnée de ses trois numéros 2, est venue à la rencontre des agents.

Les agents très remontés ont fait part de leurs nombreuses difficultés au travail : charge, pression, stress... Les réformes incessantes, les restructurations désorganisent le travail et sont source de souffrance.

La directrice a été mise en cause en tant que responsable de la santé des collègues. Fortement mise en difficulté, son attitude

INFOS LUTTES

CGT Finances Publiques



provocatrice et sans aucune compassion, a bien failli mettre le feu aux poudres...

Pour la CGT, cette action ne doit pas rester sans suites. La section CGT ira au débat avec les collègues pour construire une mobilisation de fond, sur la durée.

31 – Haute-Garonne

Le 15 décembre, **plus de 80 collègues se sont réunis à l'appel de la CGT, FO et Solidaires**, à la veille du comité technique local contre les 37 nouvelles suppressions nettes d'emplois du département. Les personnels ont exprimé leur ras-le-bol face à trois directeurs hors-sol ...

Le même jour était organisé sur plusieurs sites la distribution du tract intersyndical CGT, FO, Solidaires aux usagers.

La semaine précédente, la mobilisation des personnels de Colomiers, appuyée par l'intersyndicale CGT, FO, Solidaires, avait permis le retrait de l'expérimentation de l'accueil sur rendez-vous sur le site !

19 – Corrèze



Une cinquantaine d'agents des finances publiques se sont retrouvés, hier matin, à la direction départementale, pour dire leur opposition à la suppression de 11 postes supplémentaires. Les élus du personnel étaient conviés, à ce moment-là, au CTL « emploi ». Ils ont profité de l'occasion pour dire leur opposition à « cette spirale infernale, destructrice des missions de service public, menaçante pour

l'égalité des citoyens et susceptible de nuire au consentement citoyen à l'impôt ».

Ils ont dénoncé les fermetures de trésoreries de proximité et l'insuffisance des effectifs. Même si la suppression de 3 trésoreries supplémentaires a été reportée à la dernière minute, ce sont encore 11 emplois qui disparaîtront en 2017.

Ils ont souligné auprès de la presse locale la charge de travail qui croît, tout comme les heures supplémentaires et la souffrance des agents.

L'action a été couverte par *La Montagne*.

92 – Hauts-de-Seine

Mardi 13 décembre, à l'occasion du CTL « emploi » boycotté, **plus de 50 agents avec les sections CGT, FO et Solidaires ont été reçus en audience collective par la Direction.**

Pendant près de trois heures les agents des différents sites représentés ont exposé la réalité de la dégradation du service public et des conditions de travail vécues au quotidien par les agents.

Les agents du CFP de Nanterre ont dénoncé le sous-effectif permanent : il manque 9 C et 4 B sur le SIP. La charge de travail augmente de manière continue : entre 4 000 et 5 000 articles par agent, 250 contribuables reçus chaque jour. Une pétition pour l'arrêt des suppressions d'emplois et le pourvoi des postes vacants (81 signatures) a été remise. Des représentants d'autres sites (Boulogne, Sèvres, Domaine, Colombes, Nanterre Amendes et direction) sont également intervenus contre les suppressions d'emplois, le sous-effectif et les restructurations. Des pétitions précisant les revendications dans chaque service (46 signatures à Boulogne, 66 à Sèvres, 18 à la brigade domaniale) ont été déposées.

La direction a répondu en invoquant l'arrivée des agents C suite au deuxième appel de la liste complémentaire et le recours aux EDR. Mais cela ne règle pas les problèmes. Il faut arrêter les suppressions (500 dans le 92 depuis la fusion), recruter pour combler les postes vacants et créer les emplois nécessaires, comme à Boulogne où le nombre d'habitants et d'entreprises est en forte hausse.

Les collègues de la trésorerie de Levallois ont dénoncé le sous-effectif dont la direction se sert

INFOS LUTTES

CGT Finances Publiques



pour justifier la fermeture de ce service pourtant bien nécessaire dans une ville de 65 000 habitants.

Les agents de la deuxième brigade de Sèvres ont fait part de leur stupéfaction et opposition à la disparition de leur service qu'ils venaient d'apprendre quelques jours auparavant. C'est la troisième brigade en trois ans qui disparaît dans le 92, département au tissu fiscal particulièrement dense !

Le plan de suppressions et transferts d'emplois suite aux restructurations présenté par la direction suscite partout le rejet.

La délégation a conclu sur la détermination des agents à poursuivre l'action pour la satisfaction de leurs revendications.

50 - Manche

Une quarantaine d'agents des finances publiques, venus de toute la Manche, se sont regroupés devant le centre des finances publiques de Saint-Lô, vendredi 16 décembre, à l'appel des sections CGT et Solidaires de la Manche.

Ils ont dénoncé la suppression, en 2017, de douze emplois et les fermetures de trésoreries.

En soutien aux collègues qui subiront cette perte d'emploi, une douzaine de ballons ont été lâchés dans le ciel. Une douzaine de chaises, vides, étaient aussi placées pour symboliser ce plan social.

L'action a été relayée par *Ouest-France*.

51 - Nièvre

L'Intersyndicale DGFIP nivernaise appelait jeudi 15 décembre les agents de l'ensemble du département à marquer leur opposition aux suppressions de postes et à la réorganisation des services.

110 emplois supprimés sur 440 à la Direction des Finances publiques de la Nièvre depuis 2008, 14 fermetures de trésoreries depuis 1991, et 13 suppressions de postes annoncées pour 2017.

L'intersyndicale a souligné, auprès de la presse, que dans certains cas, des maisons de services au public ont été installées pour continuer à assurer une présence dans les communes. L'intersyndicale, qui s'oppose aux

restructurations de services, y voit des « coquilles vides ».

L'intersyndicale a également rappelé son attachement au statut de la fonction publique et dénoncé la mise en œuvre, en 2018, du prélèvement à la source.

Le Journal du Centre s'est fait l'écho de la mobilisation.

71 – Saône-et-Loire



L'intersyndicale CGT Finances Publiques 71 et Solidaires Finances Publiques 71 était mobilisée le jeudi 15 décembre matin dans le cadre de l'action décidée au niveau national.

Les militants des deux organisations ont distribué des tracts aux usagers et fait signer des pétitions devant les centres des finances de Chalon et Mâcon.

Comme lors des précédentes actions, l'accueil réservé par les citoyens est très positif. La question des services publics de proximité ne les laisse pas de glace...et pourtant il faisait très froid !

54 – Meurthe-et-Moselle

L'intersyndicale DGFIP de Meurthe-et-Moselle tenait le 14 décembre une conférence de presse pour dénoncer les 30 nouvelles suppressions d'emplois, les conséquences sur les usagers et les menaces de fermetures qui pèsent sur trois trésoreries du département.

L'intersyndicale a pu faire constater à la presse qu'en l'espace de 15 minutes, un jour de fermeture des guichets à la cité administrative de Nancy, une dizaine d'administrés se sont déplacés pour rien.

L'Est Républicain a relayé l'information.